

Guy Schuller

Quelle croissance économique dans un monde fini ?

L'actuelle crise économique et financière est profonde. Elle est de surcroît mondiale, comme le sont les défis environnementaux (ressources non renouvelables, changement climatique) et les problèmes des inégalités. Quelle sera la sortie de la crise ? Laisserons-nous passer une opportunité pour réviser les fondements de notre modèle de développement, en retournant au type de croissance antérieur (comme le laisse présager le récent comportement du secteur bancaire) ? Ou bien oserons-nous un changement de cap, voire un changement de mentalité pour une « autre » croissance, plus durable et égalitaire dans un monde fini¹ ? Des conditions et des possibilités semblent réunies pour ajuster la trajectoire.

Avant la crise économique et financière mondiale, le Luxembourg a connu (de 1995 à 2007) une croissance proche de 5 % du PIB² en moyenne par année. Pour un des pays les plus riches du monde, une expansion continue à un rythme si élevé est exceptionnelle. Les taux de croissance des pays voisins et de l'ensemble des pays industrialisés sont sensiblement inférieurs (2 %) : nous sommes bien en présence d'une « exception luxembourgeoise ». Avec la mise en perspective d'un taux de croissance de minimum 4 % pour assurer notre régime de pension, ce rythme de croissance exceptionnel a été érigé quasiment³ en norme pour l'avenir !

Ressources limitées et inégalités

Imaginons que le monde entier aspire à vivre comme nous, les habitants du Luxembourg : selon le plus récent indicateur sur l'empreinte écologique, il fau-

drait cinq planètes si toute la population mondiale suivait le mode de vie de notre pays (NEE, 2009:4). Voilà qui vient crûment nous rappeler les limites des ressources non renouvelables de cette planète et leur exploitation inégale. En effet, 20 % de la population mondiale continue

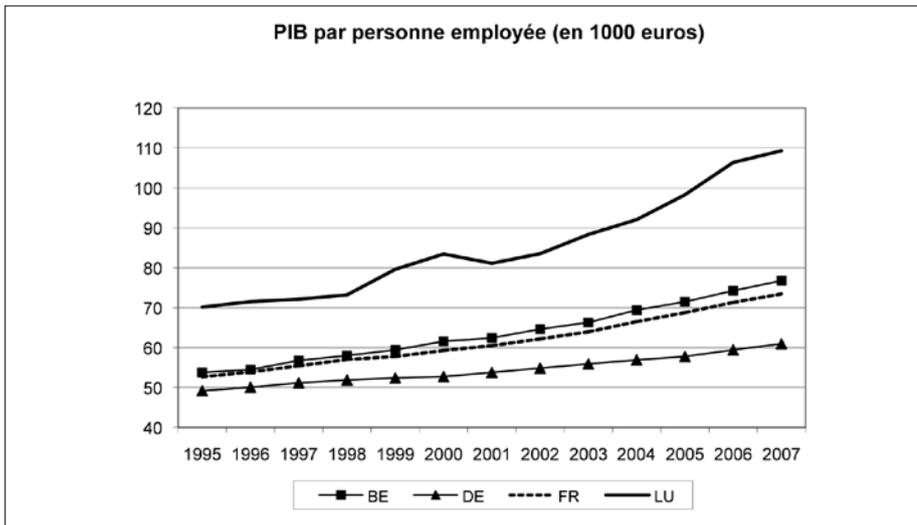
Du moment que le nombre des consommateurs responsables s'accroît, leurs choix feront bouger les producteurs.

à utiliser 80 % des ressources naturelles. Par ailleurs, les contrastes entre les sociétés d'abondance d'une part et la pauvreté extrême de l'autre s'accroissent, malgré la croissance économique enregistrée au niveau de la planète. De surcroît, des études montrent qu'au-delà d'un certain seuil de croissance économique l'amélioration marginale du bien-être humain décline (Cassiers et al., 2006; Schuller, 2005). Pire, la surconsommation est même à l'origine du « mal-être » d'un nombre croissant de citoyens.

Après une certaine réduction des inégalités au sein des pays durant les « trente glorieuses » (1946-1975), elles se sont à nouveau accentuées – tant dans les pays riches que dans les pays émergents et dans les pays pauvres. Les différences entre pays ont connu des évolutions contrastées⁴ : d'une part certains pays émergents (notamment les très grands : Chine, Inde, Brésil) se rapprochent des pays riches, mais en même temps d'autres pays, notamment la plupart des pays africains, stagnent et souffrent d'une marginalisation croissante (Collier, 2007). Pour ce qui est des inégalités au sein des pays, la fondation Terra Nova (2009) a fait récemment des propositions stimulantes pour un meilleur partage des fruits de la croissance (e.a. augmenter les dispositifs redistributifs, accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu, imposer dans les rapports annuels des entreprises la publication d'un indicateur synthétique des écarts salariaux).

Si le modèle de croissance touche à ses limites en raison de la rareté des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement et qu'en plus ce modèle

Guy Schuller est économiste auprès du Statec et chargé de cours à l'université de Lille. Les propos de l'auteur n'engagent pas lesdites institutions.



contribue à l'aggravation de certaines inégalités sociales, il faut bien réfléchir à la finalité de ce type de croissance. « A mesure qu'un système s'approche de ses limites écologiques, les inégalités ne font que s'accroître » relevait déjà en 1987 le rapport Brundtland *Notre avenir à tous*, premier grand texte politique sur le développement durable. Plus manquera l'eau, plus se renchérra la nourriture, plus il fera chaud, plus souffriront les pauvres, les plus fragiles de nos sociétés (*Le Monde*, 10 juin 2009). Et déjà en 1976, Alain Touraine avait signalé : « La croissance économique a échappé aux contrôles sociaux. Au lieu d'être guidée par une société, elle est devenue sa propre fin, c'est-à-dire l'instrument du profit. [...] Les oppositions entre les sociétés capitalistes de consommation et les sociétés d'industrialisation étatique ne doivent pas cacher leur communauté de crise : le caractère 'sauvage', non contrôlé, de la croissance et l'absence de tout critère social et culturel d'évaluation du produit national brut. » (Touraine, 1976:28-29)

A la recherche d'une autre croissance

Les objectifs de la croissance sont, hélas, trop souvent uniquement exprimés en termes purement quantitatifs et rarement reflétés et analysés en termes de contenu. C'est cette absence de discussion sur le sens (dans le double « sens » du terme : direction et contenu) qui est sans doute à l'origine de certaines réactions plaçant pour un arrêt de la croissance « Halte à la croissance » (1972) ou plus récemment, pour une décroissance. Il y a vingt ans, Félix Guattari (1989) lança un cri d'alarme pour un change-

ment de mentalité : « [...] ce qui se trouve mis en cause, c'est une sorte de révolution des mentalités qui cautionnent aujourd'hui un certain type de développement, un productivisme ayant perdu toute finalité, hors celle du profit et du pouvoir, un idéal de consommation qui confine à l'infantilisme. »

Une telle remise en question exige un changement fondamental de mentalité ; il n'est donc pas étonnant que ces ré-

Les objectifs de la croissance sont, hélas, trop souvent uniquement exprimés en termes purement quantitatifs et rarement reflétés et analysés en termes de contenu.

flexions se heurtent à de nombreuses réticences. Il est néanmoins encourageant de noter que des acteurs économiques de même que des responsables politiques intègrent progressivement ces concepts dans leurs discussions et même parfois dans leurs décisions. Les notions de « développement durable » (DD) et de « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) sont désormais largement utilisées. Il est vrai que les propos tardent souvent à être traduits en décisions concrètes, lorsqu'ils exigent une remise en cause des modes de fonctionnement de la société.

Responsabilité partagée : Producteurs, consommateurs et pouvoirs publics

Du côté des producteurs, il faut noter que le concept de RSE commence à être plus largement intégré. Beaucoup d'entre-

prises y font référence, même si le soin y accordé peut varier et que des effets premiers de « simple » marketing ne peuvent malheureusement pas être évités. Il est néanmoins indéniable que les préoccupations sociales et environnementales ont ainsi trouvé une intégration plus conséquente dans le processus de production, d'organisation et de commercialisation. Au niveau mondial, cette préoccupation est actuellement promue sur une base volontaire par beaucoup de grandes entreprises dans l'initiative du Global Compact de l'ONU⁵. Au Luxembourg, une coopération « trilatérale » existe entre les entreprises, l'Etat et la société civile. Elle s'est entre autres traduite en 2006 par la signature d'une « charte d'entreprise pour la responsabilité sociale et le développement durable⁶ ». La préoccupation en faveur de la RSE a été appuyée du côté gouvernemental (sous l'ancienne législature) par trois ministères (ministère du Travail et de l'Emploi, ministère de l'Economie et du Commerce extérieur et ministère de l'Environnement)⁷ et du côté des entreprises par l'Institut national pour le développement durable et pour la responsabilité sociale des entreprises (INDR)⁸ créé par l'UEL (l'Union des entreprises luxembourgeoises).

D'un point de vue institutionnel, la constellation quant à la problématique RSE est donc relativement favorable au Luxembourg. L'aspect DD est également abordé à l'initiative du gouvernement – d'abord par la création de la Commission interdépartementale du développement durable (CIDD) et du Conseil supérieur pour le développement durable, puis dans le nouveau gouvernement par la création du ministère du DD. En revanche, au niveau international les conditions sont moins prometteuses. Aussi a-t-on dû constater à l'issue du sommet mondial du DD de Johannesburg (2002), que l'engagement des entreprises était bien plus avancé que celui des acteurs politiques. De grandes entreprises ont ainsi signé un accord avec des ONG sur le sujet du DD et se sont passées des réserves très fortes exprimées par les représentants politiques ! Le contexte de crise actuel, avec notamment les défaillances au niveau de la régulation des finances, auxquelles s'ajoutent les contraintes écologiques (limites des ressources naturelles et changement climatique⁹) ainsi que des problèmes inégalitaires, permettra peut-être une implication plus forte des responsables politiques¹⁰. Après les récentes révélations de certaines banques – pourtant solidement secouées par la crise

et soutenue par l'Etat – une intervention régulatrice semble plus que de mise¹¹.

Mais il n'y a pas seulement les producteurs et les pouvoirs publics pour influencer sur la production. Un rôle très important revient aussi au consommateur/épargnant/salarié/citoyen. Chaque habitant a en principe – certes à des degrés divers – dans chacune des quatre dimensions un rôle à jouer. Pour ce qui est des deux premiers rôles – consommation et épargne – il peut choisir en fonction de critères purement pécuniaires, voire matériels. Mais il peut aussi agir de manière plus responsable et considérer également d'autres aspects qualitatifs, environnementaux, sociaux, éthiques, etc. Sous un tel regard plus élargi et éclairé, il devient alors un *consommateur (ou un épargnant) socialement responsable*. Il est encourageant de constater que cette dimension a trouvé une considération particulière dans le nouveau programme gouvernemental (Gouvernement, 2009:67), ainsi que de manière fondée et nuancée dans la récente lettre encyclique du pape Benoît XVI : « *Il est bon que les personnes se rendent compte qu'acheter est non seulement un acte économique mais toujours aussi un acte moral. Le consommateur a donc une responsabilité sociale précise qui va de pair avec la responsabilité sociale de l'entreprise. Les consommateurs doivent être éduqués en permanence sur le rôle qu'ils jouent chaque jour et qu'ils peuvent exercer dans le respect des principes moraux, sans diminuer la rationalité économique intrinsèque de l'acte d'acheter.* » (Lettre encyclique, 2009 § 66)

Cette nouvelle notion de consommateur socialement responsable répond bien à une disposition d'un nombre croissant de citoyens qui optent déjà pour des produits du commerce équitable (Transfair Minka, 2009) et/ou biologiques (Eurobarometer, 2009) par un souci de qualité, d'équité et/ou de protection des ressources rares. Ces citoyens ne déterminent leurs achats plus uniquement en fonction du seul prix ou du rapport qualité/prix, mais ils ont intégré d'autres fonctions (d'équité et d'écologie) dans leur choix. Les raisons peuvent être très variées allant d'un altruisme très large à un intérêt personnel (*self interest*) éclairé et de long terme (Becchetti, 2009:9 et Lell, 2008). Au-delà de l'intérêt personnel au sens restreint, il y a une forme de solidarité qui reconnaît que le bien-être de l'autre est aussi une condition pour mon bien-être futur.

Les citoyens peuvent aussi exercer leur choix en matière d'investissement via

l'épargne éthique (Ethiéco, 2008). Divers canaux se présentent ainsi à tout citoyen « socialement responsable » pour exprimer des choix, des votes. Il dispose d'un réel « *portfolio vote* » (Becchetti, 2009:9). Tous les cinq à six ans, il peut voter au niveau politique (européen, national ou local). Chaque jour, il peut exprimer un choix de consommation et d'épargne.

Du moment que le nombre des consommateurs responsables s'accroît, leurs choix feront bouger les producteurs. L'encadrement par les responsables politiques peut aussi contribuer à des réorientations, comme beaucoup d'exemples en matière environnementale l'ont montré : e. a. l'efficacité énergétique au niveau de l'habitat, le tri des déchets, la suppression de la gratuité des emballages. L'interaction entre les trois acteurs (producteurs/investisseurs, consommateurs/épargnants et pouvoirs publics) est ainsi la constellation favorable pour faire évoluer les comportements.

Vers une cohérence des politiques et une adaptation des cadres d'analyse

C'est alors qu'il deviendra possible de changer de paradigme en matière de croissance économique. En effet, la stratégie de Lisbonne vise certes la croissance

économique, mais une certaine finalité est esquissée : « *une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* » (ODC, 2005). L'approche mono-dimensionnelle représentée par la seule poursuite de la croissance économique est ici intégrée dans un cadre plus large qui inclut la notion de cohésion sociale et de DD. Il ne s'agit pas seulement de produire toujours plus, mais aussi mieux.

Dans le même sens, la réflexion économique doit être menée à partir d'un « *équilibre économique général intégré* » (Becchetti, 2009:2). Il convient de quitter le cadre standard dans lequel les entreprises produisent des biens et services tout en excluant les questions sociales et environnementales – à supporter par les autorités publiques. La nouvelle approche intégrée, notamment assumée par les entreprises acceptant la RSE et soucieuses du DD, internalise certains soucis environnementaux et sociaux. Dès lors que certaines dispositions sont traduites sous forme de normes, les aspects concurrentiels ne pèsent plus.

En intégrant ces dimensions, l'économie pourrait aussi retrouver de nouveau le sens premier de ce terme, celui qui se conjugue par « économiser » et qui consiste dans l'activité visant à améliorer

PIB ou RNB

Le PIB – Produit intérieur brut – est la somme des valeurs ajoutées créées pendant une période déterminée sur un territoire économique donné. La valeur ajoutée est – de manière schématique – la différence entre la valeur de la production (la valeur d'un bien ou d'un service) et la consommation intermédiaire (les biens et services utilisés pour la fabrication du bien/service donné).

Par ailleurs, c'est l'adjectif « intérieur » qui fait référence au facteur de territorialité. Pour l'évaluation du PIB on ne distingue donc pas la nationalité des acteurs économiques ; ce qui est déterminant c'est leur résidence dans le pays considéré. Au Luxembourg, beaucoup d'activités économiques ont lieu au départ de capitaux étrangers. En outre, de nombreux salariés (plus de 40 % du total des salariés) ne résident pas au pays, mais dans les pays voisins (les salariés frontaliers). Le RNB – Revenu national brut – est obtenu en déduisant du PIB les dividendes et intérêts revenant au capital étranger investi au Luxembourg, ainsi que la rémunération des salariés frontaliers et en ajoutant les revenus respectifs de l'étranger. Alors que dans la plupart des pays le PIB est relativement proche du RNB, il y a une différence substantielle au Luxembourg. Le RNB est de 16 % inférieur au PIB.

Le RNB est un meilleur reflet de la richesse « nationale ». C'est pour cette raison qu'il est aussi fréquemment utilisé pour évaluer des contributions, comme p.ex. celle de l'aide publique au développement censée atteindre 0,7 % du RNB (au Luxembourg le niveau est actuellement de 0,92 %)

durablement les conditions d'existence des êtres humains en utilisant les ressources rares de manière parcimonieuse et efficace. Voilà des objectifs de performances dans une économie de marché qui n'a pas besoin de sacrifier son autre objectif, le profit. Mais celui-ci doit être complété ou encadré, voire encadré (Polanyi, 1983). Dans le contexte de la récente crise, certains économistes ont effectivement souscrit à cette préoccupation et à un recentrage des réflexions, orientations et encadrements (Kirchgässner, 2009:5). Mais l'avenir économique est à considérer sans doute aussi dans le contexte d'une réflexion plus fondamentale dans la société – notamment sur les rapports entre l'individuel et le collectif, sur la nature du lien social, sur la répartition des revenus, sur la coopération des peuples, et peut-être même sur la finalité de nos activités et la signification du progrès. A ces diverses fins, il semble indispensable de compléter les cadres d'analyse.

A la recherche de nouveaux indicateurs

« *Même si les économistes s'en défendent, on confond toujours le bien-être avec la quantité de biens et services donnant lieu à transaction monétaire.* » (Perret, 2008:169) C'est

sur base de deux types de critiques que diverses propositions d'indicateurs alternatifs au PIB ont été avancées. Les critiques plus « écologistes » insistent surtout pour intégrer dans les indicateurs macroéconomiques (du type PIB) des considérations sur la destruction de l'environnement en général ou des ressources naturelles non renouvelables en particulier. Des indicateurs alternatifs du type PIB vert ou empreinte écologique sont

Face aux graves problèmes environnementaux et d'inégalité de la planète, un changement de mode de vie est inéluctable – et tout d'abord dans les couches aisées de la population.

préconisés. Les autres critiques étendent leurs considérations à des aspects sociétaux et proposent soit des indicateurs complémentaires au PIB (ODC, 2008), soit un nouvel indicateur intégré sur la prospérité (cf encadré 2). Différents indicateurs sont déjà largement utilisés comme l'indicateur du développement humain, élaboré par Amartya Sen et propagé par l'ONU (UNDP). Même s'il in-

tègre des facteurs complémentaires pour évaluer le développement, il ne tient pas compte des aspects environnementaux et d'équité.

Au cours des dernières années, les initiatives ont été renforcées pour réfléchir sur un autre indicateur du bien-être et un colloque notable organisé par la Commission, le Parlement européen, l'OCDE, le Club de Rome et WWF a eu lieu sous le titre *Beyond GDP* (ODC, 2008). Plus récemment, la création de la Commission Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009) a relancé les initiatives et a fait des premières propositions pour une mesure du bien-être autre que sur base du seul PIB. Le rapport intérimaire fait des propositions intéressantes qui vont dans la bonne direction, mais ne vont pour certains – dont l'initiative FAIR (2009) – pas assez loin. A ce sujet des initiatives ont déjà été prises au Luxembourg. Un colloque sur de nouveaux indicateurs de richesse a eu lieu en 2006 (ODC, 2006) et le rapport sur le développement durable (CSSD, 2009) a aussi abordé la problématique. Le nouveau programme de coalition y fait explicitement référence et prescrit le développement d'« un indicateur composite du bien-être au-delà de l'indicateur traditionnel PIB/tête en vue de la mesure du progrès de la société et du bien-être dans une optique de long terme. » (Gouvernement, 2009:56)

En guise de conclusion

Y aurait-il (aussi) une opportunité de la crise financière et économique mondiale ? Jamais auparavant autant d'ingrédients n'étaient réunis pour entamer un changement de mentalité en vue d'une « autre croissance » pouvant générer un « mieux être » dans un monde fini, qui a soif de plus d'équité. Face aux graves problèmes environnementaux et d'inégalité de la planète, un changement de mode de vie est inéluctable – et tout d'abord dans les couches aisées de la population. « *Jusqu'où serons-nous obligés de changer ? Personne, apparemment, n'est capable de le dire. Notre seule certitude est que l'humanité roule à toute allure sur une route qui ne mène nulle part.* » (Perret, 2008:197) Le processus sera long et profond. « *Nous n'inventerons pas de nouveaux modes de vie sans faire émerger dans le même mouvement une nouvelle échelle des valeurs et des désirs. Nos aspirations sont modelées par la publicité.* » (Perret, 2008:174)

« *Pour changer le monde, il faut commencer par le regarder autrement.* » (Perret, 2008:211). «

La discussion des indicateurs de la prospérité économique

Le PIB (ou le RNB) sont des indicateurs synthétiques issus de la compilation complexe des comptes nationaux. Ce cadre macro économique a été développé sur base des réflexions théoriques de John Maynard Keynes et élaboré systématiquement pour la plupart des pays en référence à un cadre conceptuel développé sous l'égide des Nations unies (Système des comptes nations – SCN). Dès le début, des critiques ont été mises en avant par des économistes conscients des limites de cette approche dont les efforts de synthétisation ont toutefois été fort judicieux dans leur contexte de la reconstruction économique et de coopération internationale après la Seconde Guerre mondiale.

Plus tard, des critiques plus fondamentales ont été formulées sous différents points de vue que l'on peut schématiquement résumer par

- Une absence de considération de l'épuisement de certaines ressources naturelles (Club de Rome, Rapport Brundtland)
- Un excès d'économisme : les auteurs (Arnsperger 2005, Cassiers 2009, Sen 2000) critiquent la prédominance unilatérale des seules valeurs matérielles et la totale monétarisation des relations interhumaines. Rappelons que même des économistes au courant dominant, comme Pigou en 1920, avaient déjà attiré l'attention sur les limites d'un agrégat monétaire. Au début de la décennie 1970, des économistes américains avaient proposé un « indicateur de bien économique durable » (Nordhaus et Tobin 1973). D'autres ont avancé un « indice de bien-être économique » (Osberg et Sharpe, 2003).

Pour changer de cap, dégriffrons la boussole » (Cassiers, 2009) et commençons à raisonner en termes d'un « *équilibre économique général intégré* » (Becchetti, 2009) afin d'arriver à dresser un cadre de référence collectif présentant une vision structurée de la réalité. Certaines mutations dans la réflexion économique et les ouvertures interdisciplinaires (Frey et al., 2009) peuvent y être propices. Sur base d'une redéfinition du sens et du contenu de la croissance, l'interaction responsable entre les acteurs – producteurs, consommateurs et pouvoirs publics – pourra contribuer à la concrétisation progressive du passage d'une « *société du 'beaucoup avoir' pour quelques-uns à une société de bien-être pour tous* » (Fair, 2009). Un défi et une chance pour tout citoyen socialement responsable. ♦

¹ Olivier Mongin « On a cru le monde illimité : c'est une illusion » « (...) le numérique comme la finance ont brouillé notre rapport au réel : sans le faire disparaître, ils l'ont dévalorisé. De l'autre, la raréfaction des énergies fossiles comme de matières premières agricoles et minières est venue nous rappeler brutalement que le monde est fini, car les ressources terrestres sont limitées. Le caractère illimité du monde virtuel comme du monde financier n'est donc qu'une illusion, nous dit la crise. C'est une prise de conscience fondamentale : le choc vient de cette confrontation qui surgit avec la violence d'un boomerang » in *La Tribune* du 4 août 2009, p. 7

² Pour une présentation succincte de cet indicateur et du RNB cf encadré 1

³ Avec une rare exception récente de la part du Conseil d'Etat qui dans son avis sur le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009 « invite (...) le Gouvernement à envisager un scénario d'avenir alternatif, basé sur une croissance économique du Luxembourg qui serait plus proche de celle des principaux partenaires économiques du Luxembourg. » www.conseil-etat.public.lu/fr/avis/2008/11/48_161/48161.pdf

⁴ Ce phénomène est clairement analysé par Giraud (1996, 2002).

⁵ www.unglobalcompact.org/

⁶ www.cc.lu/docdownload.php?id=835

⁷ www.entreprises.public.lu/content/rse/index.php

⁸ www.indr.lu/

⁹ Le comble économique du changement climatique est le coût de la « non-action ». Ainsi, le coût de l'impact du changement climatique (5500 milliards d'euros sur dix ans) serait vingt fois supérieur au coût des mesures à prendre pour en éviter les effets (275 milliards d'euros en dix ans, soit 1 % du PIB mondial), selon le rapport de Nicolas Stern http://www.hm-treasury.gov.uk/stern_review_report.htm

¹⁰ Le rôle du pouvoir politique est par ailleurs particulièrement crucial en matière fiscale et technologique pour inciter l'indispensable transition énergétique et l'innovation technologique vers un autre modèle de croissance.

¹¹ A ce sujet les réflexions de Claus Döring dans la *Börsenzeitung* du 1^{er} août 2009 (8p) sous le titre « Vom Geldbeutel der Steuerzahler aufs Konto der Banker » sont sans ambiguïté : „Der Begriff Bonus ist zum Reizwort geworden, seitdem Bonifikationen auch gezahlt wurden, wenn es nichts zu belohnen gab, ja sogar Boni unabhängig von Leistungskriterien vertraglich garantiert wurden. Eine Perversion nicht der Begriffe, sondern der geistigen Einstellung.“



© Kyra Fischbach

Bibliographie

- Arnsperger Christian (2005), Critique de l'existence capitaliste. Pour une éthique existentielle de l'économie, Paris, Cerf
- Becchetti Leonardo (2009), « Revisiting the economy by taking into account the different dimensions of well-being », AICCON Working Papers 60-2009, www.aiccon.it/file/convdoc/wp60.pdf
- Cassiers Isabelle (2009), « Pour changer de cap, dégriffrons la boussole », *Revue nouvelle*, mars, n° 3, pp. 53-61, www.revue nouvelle.be/IMG/pdf/053-061_dossierCassiers.pdf
- Cassiers Isabelle et Catherine Delain (2006), « La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ? », *Regards économiques*, mars, n° 38, <http://regards.ires.ucl.ac.be/Archives/re038.pdf>
- Collier Paul (2007), *Bottom Billion. Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be done about it*, Oxford University Press
- Commission Stiglitz, Sen, Fitoussi (2009), *The Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress – Draft summary (June)*, www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/draft_summary.pdf

CSDD – Conseil supérieur pour un développement durable (2009), www.csdd.public.lu/fr/index.html

Eurobarometer (2009), « Europeans' attitudes towards the issue of sustainable consumption and production », Flash Eurobarometer 256, http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl_256_en.pdf

Ethico (2008), Pour une finance à dimension éthique, www.erwuessebildung.lu/spip.php?article522

FAIR (2009), De la société du « beaucoup avoir » pour quelques-uns à une société de bien-être pour tous, www.idies.org/index.php?post/De-la-societe-du-beaucoup-avoir-pour-quelquuns-a-une-societe-de-bien-etre-durable-pour-tous

Fondation Terra Nova (2009), « Mieux partager les fruits de la croissance », *Le Monde*, 24 juillet, p. 13

Frey Bruno S. et Alois Stutzer, *Glück – die ökonomische Analyse*, CREMA WP 11, www.crema-research.ch/papers/2009-11.pdf

Giraud Pierre-Noël (2006), « Comment la globalisation façonne le Monde », *Politique Etrangère*, décembre, numéro spécial « 70 ans », www.cerna.ensmp.fr/Documents/PNG-PolitiqueEtrangere-2006.pdf

Giraud Pierre-Noël (2002), Y-a-t-il un ordre économique durable ?, www.cerna.ensmp.fr/Documents/PNG-ASMP-Sept02.pdf

Giraud Pierre-Noël (1996), Les inégalités du monde, Paris, Folio actuel

Gouvernement (2009), Programme gouvernemental 2009-2014, www.gouvernement.lu/gouvernement/programme-2009/programme-2009/programme-gouvernemental-2009.pdf

Guattari Félix (1989), « L'enjeu éthique de l'écologie », Libération, 24 juillet 2009, p. 31

Kirchgässner Gebhard (2009), Die Krise der Wirtschaft: Auch eine Krise der Wirtschaftswissenschaften?, CREMA WP 15, www.crema-research.ch/papers/2009-15.pdf

Latouche Serge (2009), « Une croissance infinie est-elle possible sur une planète finie ? », L'Echo, 7 juillet

Lell Otmar (2008), Ethik – ein neuer Luxusartikel ? Verantwortlicher Konsum in Politik und Gesellschaft, <http://library.fes.de/pdf-files/wiso/05919.pdf>

Lettre encyclique (2009), Caritas in Veritate, www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/encyclicals/documents/hf_ben-xvi_enc_20090629_caritas-in-veritate_fr.html

NEF (2009), The (un)happy planet index 2.0, www.happyplanetindex.org/public-data/files/happy-planet-index-2-0.pdf

Nordhaus W., Tobin J. (1973), "Is growth absolute?" The measurement of economic and social performance, studies in income and wealth, NBER, vol 18, <http://cowles.econ.yale.edu/P/cp/p03b/p0398ab.pdf>

ODC – Observatoire de la Compétitivité (2008), « Indicateurs synthétiques de qualité de vie, de développement humain, de progrès social », Bilan de compétitivité, p. 142-166, www.odc.public.lu/publications/bilan_compete/081006_Bilan_Compete_2008.pdf

ODC (2006), « Vers de nouveaux indicateurs de richesse » – colloque, www.eco.public.lu/salle_de_presse/evenements/2006/07/12_richesse/index.html

ODC (2005), « En route vers Lisbonne – 1^{er} colloque luxembourgeois sur l'économie de la connaissance dans une perspective européenne », www.odc.public.lu/publications/perspectives/PPE_4.pdf

Osberg L. et A. Sharpe (2003), « Evaluer l'indice de bien-être économique dans les pays de l'OCDE », Travail et emploi n° 93, janvier

Perret Bernard (2008), Le capitalisme est-il durable ?, Paris, Carnets Nord

Pigou A.C. (1920), The economics of welfare, London, Macmillan

Polanyi Karl (1983), La grande transformation, Paris, NRF, Ed Gallimard

Renault Michel (2008), Beyond GDP: Building together well being and societal progress indicators, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/research_methodology/documents/S17P1_BEYOND_GDP_RENAUT.pdf

Schuller Guy (2005), « Economie et Bonheur : une relation ambivalente, mais réciproque », Ethique et commerce : réalités et illusions, Paris, L'Harmattan, pp. 153-180

Sen Amartya (2000), Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté, Paris, Odile Jacob

Sen Amartya (1993), Ethique et économie, Paris, PUF

STATEC (2006), « PIB, RNB et mesures alternatives de bien-être », L'économie luxembourgeoise. Un Kaléidoscope, pp. 142-155

Touraine Alain (1976), « Crise ou mutation », A. Touraine et al., Au-delà de la crise, Paris, Le Seuil

Transfair Minka (2009), Le commerce équitable en pleine croissance – mondialement comme au Luxembourg, www.transfair.lu/Documents/comptes_chiffres_fr.comp.pdf

© ASTM

